

Interview

« Faire redémarrer la machine ! »



Philippe Manassero

Il est dans la lignée de ces "grands hommes" pour qui le hasard n'a que peu de place dans la manière dont se façonnent les destins. Et a donc très tôt choisi de s'engager, de mettre sa vie au service des autres. Ancien officier chez les sapeurs-pompiers, il sait évidemment ce que veut dire "monter au feu". Mais ne s'attendait pas, pour autant, à ce que la pandémie, depuis un an, n'embrase le sport à ce point là. Ne calcine, insidieusement, les plus belles vocations, et ne brûle même jusqu'aux plus pures des ambitions. Tout fraîchement réélu à la tête du Comité olympique et sportif des Alpes-Maritimes, celui qui fut également arbitre international de basket, s'est donc fixé un nouveau cap. Et compte bien mettre à profit les 4 ans qui viennent pour donner encore plus de sens à l'action qu'il mène...

Président, même s'il n'y avait qu'une seule liste, cette réélection presque « soviétique » à la tête du CDOS résonne comme une reconnaissance du milieu sportif ?

J'ai pris ça comme un grand merci de l'ensemble des comités à l'égard de toute l'équipe sortante ! J'attaque mon troisième mandat, et ce sera d'ailleurs le dernier. Mais je suis fier qu'on ait pu, à l'occasion de ce scrutin, scrupuleusement respecter la parité hommes-femmes. Mais aussi su considérablement rajeunir le bureau exécutif. On se doit d'anticiper, de former et d'accompagner les cadres qui, à l'avenir, animeront le mouvement



olympique.

Le sport amateur a subi de plein fouet les conséquences de la Covid. Et nombre de fédérations ont d'ailleurs choisi de mettre un terme à leurs championnats. Comment le CDOS compte accompagner tous ces clubs bien souvent en grandes difficultés ?

On doit distinguer les clubs professionnels, semi-professionnels et amateurs. Pour ces derniers, je pense que financièrement, ils ne devraient pas être trop impactés. D'abord parce que les collectivités ont été

plutôt bienveillantes jusque-là, et qu'ils n'ont pas eu, pendant cette période douloureuse, de frais de

« On essayera, à chaque fois, d'être à l'écoute des clubs... »

déplacement, d'arbitrage, etc. La difficulté, surtout pour les sports en salle, sera en revanche de faire redémarrer la machine, et de retrouver un socle de licenciés. On essayera, à chaque fois qu'on nous le demandera, d'être à l'écoute des clubs. Et d'imaginer, avec eux, de

nouveaux dispositifs afin que, dans le strict respect des règles sanitaires, on puisse reprendre un semblant d'activité. Les sportifs de haut niveau, eux, ont été relativement épargnés puisqu'ils ont pu continuer à s'entraîner...

Avec votre ministre de tutelle, Roxana Maracineanu, une stratégie a-t-elle été élaborée en ce sens ?

Il y a une politique globale de dessinée, mais le travail doit aussi être fait au plan local, en concertation avec le préfet, les maires, etc. Mais puisque l'Éducation nationale a de nouveau rendu possible l'accès aux gymnases, j'aimerais

désormais que l'on fasse confiance aux clubs pour qu'ils puissent progressivement rouvrir. Et en ce sens, je milite pour que nos éducateurs puissent prioritairement, après les anciens, les soignants, et les personnels éducatifs, être à leur tour vaccinés. Ce serait une piste...

Au-delà de cette "actu" teintée de sinistrose, autour de quels grands projets va s'articuler votre action future ?

Mon slogan était « Ensemble, pour un avenir solidaire ». Alors, la première des choses sera de continuer le chemin que l'on a déjà parcouru. De consolider ce qui a été mis en place depuis 8 ans. Avec le CNOSF, on a signé un plan « Sport et Territoire » qui nous donne 4 lignes directrices : sport et bien-être, éducation-citoyenneté, sport-professionnalisation et politique publique/haut niveau. Dans ce contexte, on va mettre en place de nouveaux projets, dont certains sont d'ailleurs déjà validés. Notamment dans le cadre de la lutte contre la sédentarité. Mais on aimerait également, à plus ou moins long terme, devenir réellement organisme de formation (des bénévoles, NDLR), mettre encore plus l'accent sur le développement durable et la solidarité, et créer des comités départementaux quand ils n'existent pas encore. Et puis, comme autre axe fort de notre politique, je souhaite vraiment que l'on travaille plus étroitement avec les différents territoires, afin d'être au plus près des attentes, légitimes au demeurant.

RECUEILLIS PAR
PHILIPPE HERBERT

« Un drame qu'il aurait fallu dénoncer bien avant ! »

Si la Coupe du monde de football était organisée par le CIO, seriez-vous favorable à son boycott après que l'on ait appris que 6500 ouvriers ont trouvé la mort au Qatar sur les chantiers des différents stades ?

Je pense que, dès le premier mort, il aurait fallu agir, réagir. La Fifa est quand même maître d'œuvre dans cette organisation et ne pouvait raisonnablement pas ignorer les problèmes

qu'il y avait sur les chantiers. Mais elle a fait un choix, qu'il lui faut aujourd'hui assumer. On peut s'interroger, effectivement. Pour ce qui est du boycott, si ce sont les sportifs qui le décident, j'applaudis des deux mains. Ils prennent position et on doit tous respecter ça. En revanche, le leur imposer ne me semble pas adéquat. Il faut se rappeler les Jeux olympiques de Moscou, en 1980, où le boycott était avant tout affaire

politique. Le sport ne doit jamais être pris en otage. Maintenant, ce qui me gêne sur cette Coupe du monde, c'est l'absence de réaction. C'est un drame qu'il aurait fallu dénoncer bien avant. Encore une fois, c'est de la responsabilité de l'organisateur. Et je pense à Paris-2024, parce qu'on a des projets certes encadrés, mais on sait que l'on n'est pas, nous non plus, à l'abri d'accidents...